



Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

La politique étrangère de la Corée du Nord vis-à-vis des Etats-Unis de 2017 à 2020.

Travail réalisé par
ALIN Anaxandre

LSPRI2090
M. RIHOUX Benoit

Promoteur
M. LIEGEOIS Michel

Année académique 2019-2020
Science politique Master 60, orientation générale

Table des matières :

- Introduction : pages 3 à 5
 - Question de recherche et hypothèses : pages 5 à 6
- Opérationnalisation : page 6
- Revue de la littérature : pages 6 à 7
- Cadre théorique :
 - Première partie :
 - Réalisme : page 8
 - Dilemme de la sécurité : page 8 à 9
 - Puissance : pages 9 à 11
 - Souveraineté : pages 11 à 13
 - Pouvoir : pages 13 à 14
 - a) Type de régime : pages 14 à 15
 - Deuxième partie
 - Politique étrangère : pages 16 à 17
 - a) L'intérêt national : pages 17 à 18
 - b) L'opinion publique : pages 18 à 19
- Conclusion : pages 20 à 22
- Bibliographie : pages 23 à 27

Introduction :

Nous sommes en l'an 1948, la Corée est divisée en deux régions à la suite de la capitulation japonaise : au nord, dirigée par un anti japonais communiste, l'URSS de Staline installe Kim Ill Sung, et au sud, Syngman Rhee élu avec l'aide des Etats-Unis.

La Guerre Froide bat son plein, et du côté coréen, la tension est également très élevée. Le dirigeant nord-coréen est persuadé posséder assez de troupe afin d'envahir et de réunifier la Corée sous son emprise (200 000 soldats nord-coréen équipés de char T-34, d'artillerie puissante et d'aviation moderne, tandis qu'en face, seulement 90 000 soldats sud-coréen sans équipement). C'est ainsi que le 25 juin 1950, l'assaut est lancé.

Au bout de trois jours, Séoul est prise et au début de l'automne, il ne reste « plus qu'un petit réduit au sud-est du pays dans la région de Pusan » (Iskandar K., 2010). Mais grâce à l'intervention de Washington au sein du conseil de l'ONU et de la « politique de la chaise vide » mise en place par Moscou, des troupes armées onusiennes viennent prêter main-forte aux troupes sud-coréenne. C'est ainsi que « le 26 octobre 1950, les troupes onusiennes atteignent le fleuve Yalou, frontière entre la Corée du Nord et la Chine » (Iskandar K., 2010).

Après l'intervention de Washington et de l'ONU, c'est au tour du géant chinois d'entrer dans le combat. Après avoir réglé les problèmes internes, le leader de la République Populaire de Chine, Mao Zedong décide d'aider son frère communiste face à son ennemi. Avec l'appui aérien soviétique et l'appui terrestre chinois, la Corée du Nord est libérée.

Après une longue guerre de trois ans, « à l'été 1953, la ligne de front s'est stabilisée non loin de 38ème parallèle » (Iskandar K., 2010). C'est le 27 juillet 1953 que l'armistice de Pan Mun Jon est entériné définissant les frontières actuelles des deux Corées (sans trop de changement par rapport à celles d'avant la guerre). C'est ainsi que débuta la dynastie Kim avec le premier Kim Ill Sung, suivi de son fils Kim Jung Ill et l'actuel dirigeant, Kim Jong Un.

Comme on peut le voir, bien que l'Histoire de la Corée soit vieille de près d'un millier d'année, un nouveau chapitre s'est ouvert au début de XXème siècle avec l'occupation japonaise. La défaite japonaise à la fin de la guerre a causé la dissolution de ce qu'on appelait autrefois la Corée en deux entités distinctes nommée Corée du Nord et Corée du Sud. Selon la dénomination faite au sein de ces pays, la Corée du Nord se définit dans sa langue par *Choson*, qui révisé sur une autre forme devient *Joseon* (Larousse, 2020). Le nom de Joseon est important dans l'Histoire Coréenne car c'est le nom de la dynastie ayant régné sur la Corée du 1392 à 1910. Ainsi, le simple nom du pays dirigé actuellement par Kim Jung Un renvoi à ce passé glorieux, à cet âge d'or de la Corée sous la dynastie Joseon.

Maintenant, lorsqu'on parle de la Corée du Nord, on pense directement à un régime totalitaire, répressif et n'ayant que faire des droits de l'homme. Un pays dirigé par un seul homme, renfermé sur elle-même et agressive avec les autres nations mais aussi avec sa population. Une menace pour la sécurité mondiale avec ses recherches nucléaires et ses tirs de missiles. Pourtant, elle n'hésite pas à discuter avec d'autres pays lorsque le besoin s'en fait ressentir, même si le moyen de communication récemment utilisé se trouve être un réseau social.

Si d'un côté, nous avons un homme à la tête du pays par sa naissance, de l'autre, nous avons un homme élu à la tête de son pays : Donald Trump. Président des Etats-Unis d'Amérique depuis le 20 janvier 2017, Donald Trump agit différemment de ses prédécesseurs et n'hésite pas à employer les réseaux sociaux pour s'attaquer à ses opposants, les menaçant, les humiliant ou les provoquant, il sort des sentiers battus.

Pourtant, au contraire de la Corée du Nord, les Etats-Unis sont un pays démocratique et avec un président élu par le peuple, pouvant changer ou même être destitué. Bien que le pays souffre de problème interne, la répression par l'armée n'est pas appliquée. Le respect des droits de l'homme est en vigueur également. C'est un Etat de droit, membre de l'ONU et une superpuissance.

Alors, lorsque les menaces de guerre, de bombardement et de cyberattaque sont échangées entre les représentants de la démocratie et de la dictature, il n'en fallu pas plus pour alarmer le monde d'une éventuelle catastrophe mondiale. Cependant, alors que le monde s'inquiétait du résultat de ce bras de fer musclé et dangereux, beaucoup ont oubliés et ignorés les tentatives de négociations précédentes, celles organisées par les précédents présidents. La personnalité du président américain a fortement influé sur sa manière d'être et d'agir vis à vis de son homologue coréen mais l'objectif était-il si différent de ses prédécesseurs ?

Dans ce travail, nous allons essayer de découvrir, au travers d'une vision réaliste des relations internationales, le véritable but de cette politique isolationniste mais également la relation américano nord-coréenne. La structure de ce travail s'organisera en deux parties, la première servant de base, d'information pour expliquer la seconde. Elle s'articulera autour de différents concepts tels que celui de la puissance, de la souveraineté ou encore du pouvoir, mais aussi au travers de la théorie réaliste des relations internationales. Nous y trouverons également une revue de la littérature permettant d'observer les tentatives précédentes de négociation entre les deux pays. Ensuite, la seconde partie, qui se concentrera sur la compréhension des agissements entre ces deux Etats, répondra à notre question de recherche grâce à la base d'information recueilli dans la première partie.

Rappelons que la vision réaliste n'est qu'une lunette, qu'une théorie parmi tant d'autre pour tenter de comprendre les agissements de l'Etat Nord-Coréen. Je ne fais en aucun cas l'apologie de cette théorie, je m'en sers comme outil dans notre cas, j'aurai pu tout aussi bien utiliser le libéralisme ou le transnationalisme ou tout autre doctrine pour analyser le sujet de ce travail. C'est évidemment le même pour les concepts, je ne prends pas parti, j'utilise simplement ce que j'ai à disposition et, comme le dit André Gide, « Choisir, c'était renoncer pour toujours, pour jamais, à tout le reste et la quantité nombreuse de ce reste demeurerait préférable à n'importe quelle unité. » (Citation du jour, 2020). Donc, j'ai choisi d'orienter mon travail sur le réalisme et j'ai renoncé de le faire sous une autre vision.

Afin de présenter ce travail, j'ai eu un autre problème à devoir prendre en compte, celui des informations. Ayant vécu dans un pays démocratique, selon les définitions qui lui sont donné, mon esprit d'analyse est probablement biaisé, tout comme les sources d'informations dont j'userai pour nourrir ce travail. Je ne suis ni américain ni nord-coréen ce qui me permet d'éviter l'une ou l'autre tentative de favoriser l'image d'un des pays. Je me contenterai d'énoncer les choses que je vois au travers de médias et journaux occidentaux, car sur la durée qu'il m'incombe pour rédiger ce travail et mes connaissances linguistiques ou relationnelles étant limité, je n'ai d'autres choix que de me contenter de ce que je peux trouver. Bien évidemment, je tenterai de mesurer mes propos pour dépeindre la situation au mieux sans prendre parti pour l'une ou l'autre vision offerte par les médias. J'espère simplement que les ressources et informations que j'utiliserai ne seront pas faussées. Certaines comparaisons pouvant être faites souffriront de l'ancienneté de concepts, théories ou exemples. Des parallèles seront faits avec d'autres cas mais cela ne vaudra pas dire que les situations étaient les mêmes.

Comme l'actualité l'a démontré depuis que Donald Trump est devenu président du pays le plus puissant militairement au monde (Atlasocio.com, 2019), le Corée du Nord s'est entrouverte vis-à-vis des menaces de la part du président américain. Bien qu'ils eussent eu l'occasion de se

5

rencontrer auparavant (Singapour en juin 2018 et l'échec d'Hanoï en février 2019), la rencontre entre les deux hommes le 30 juin 2019 restera une première dans l'histoire du pays. La preuve en est que Donald Trump est le premier président américain à traverser la frontière nord-coréenne (Le Monde, 2019).

Plusieurs questions pourraient être posées sur la relation entre les deux pays, ainsi que sur les raisons de cette rencontre. Mais, dans ce travail, le choix a été fait de s'intéresser à un domaine précis : la politique étrangère. Ainsi, ce travail s'articulera autour de cette question : Pourquoi la politique étrangère Nord-Coréenne a-t-elle évolué depuis l'élection de Donald Trump ?

• **Hypothèses :**

Afin de répondre à cette question de recherche, voici deux hypothèses pouvant aiguiller vers l'une ou l'autre réponse. C'est-à-dire, confirmer ou infirmer l'évolution de la politique étrangère nord-coréenne depuis l'élection de Donald Trump. Ainsi, la première hypothèse part du postulat réaliste que la sécurité de la Corée du Nord serait en danger. La seconde hypothèse élimine l'homme, Donald Trump, pour se concentrer sur le rôle : président.

- Sous la menace militaire des USA, la Corée du Nord a intérêt à sortir de son isolationnisme pour assurer sa survie.

- L'élection d'un nouveau président américain fait évoluer la politique étrangère de la Corée du Nord.

Maintenant que nous avons abordé dans les grandes lignes le sujet de cette recherche ainsi que la question à laquelle nous répondrons ou non au travers de ces hypothèses, il est temps de justifier les choix que j'ai effectué avant d'entrer dans les détails et explications de ce travail. Les raisons pour lesquelles j'ai choisi ce sujet spécifique, cette question et ces hypothèses sont :

- Pour le sujet : je ne connais pas énormément de pays dont le régime actuel est caractérisé de dictature. Ayant eu la chance et l'occasion de faire un travail avec Madame Rodriguez-Torres sur la Corée du Nord lors de mon bachelier pour sa dernière année d'enseignement, je me suis dit que je pourrai la remercier de ce que j'ai appris auprès d'elle en poursuivant mon écrit sur le sujet, même si j'ai eu l'occasion de le modifier, de l'approfondir, etc... Malheureusement, je n'ai pas eu le plaisir de lui demander d'être ma promotrice pour des raisons évidentes.

- Pour la question : j'ai tout simplement été dans la même situation que la plupart des personnes confronté aux événements entre les deux dirigeants. Bien que je n'aie pas cru un seul instant à l'application de ces menaces, probablement grâce aux enseignements que j'ai reçu dans le cadre de mon enseignement, je me suis renseigné sur le sujet pour démontrer à mes proches qu'il s'agissait simplement de démonstration de force entre les deux hommes, évitant ainsi les discussions stériles sur une éventuelle guerre nucléaire à cause de Donald Trump et Kim Jong Un.

- Pour les hypothèses : en relisant les travaux de personnes s'étant approfondi sur le sujet et en les comparant à mes connaissances ainsi qu'à la situation actuelle, je me suis demandé quelles seraient les raisons pouvant contraindre ou étant favorable à une entrée de la Corée du Nord dans cette mondialisation. Je ne dis pas ici qu'elle est restée totalement hermétique à l'extérieur, simplement qu'elle est plus renfermée sur un grand nombre de sujet que les autres pays, par exemple, la société Amazon ne livrera pas de colis en Corée du Nord.

Néanmoins, avant de poursuivre le travail, je me dois de faire une remarque sur les conditions dans lesquelles ce travail a été fait. Malheureusement, il m'est impossible de savoir les résultats

des élections américaine qui se déroulent en cette fin d'année. Analysant la relation entre ces deux pays sur un court terme et n'ayant pas connu de fin véritable. Bien que leur relation semble au point mort à cause du scandale autour de Donald Trump, sa réélection ou non pourrait modifier la relation entre les deux pays. Qui plus est, la crise du Covid-19 affecte tous les pays et tout le monde à un degré différent, même les activités politiques sont impactées et réduites les échanges, informations entre les deux pays. N'oublions pas également que ce travail est effectué sur un court terme, l'élection de Donald Trump remontant à 2016, et qu'il est tout à fait possible qu'il soit réélu, des changements pourraient être faits d'ici là mais par faute de temps, je me dois de conclure mon analyse mi-2020.

Opérationnalisation :

Pour répondre à cette question de recherche, et vérifier les hypothèses émises, plusieurs théories seront abordées et seront confrontées à la réalité, au travers d'actualité, mais également de l'histoire entre les deux nations. Bien évidemment, ce ne sera pas l'actualité d'un seul pays ou d'un seul homme. A nouveau, il faut rappeler que l'actualité sera celle trouvée principalement sur des sources de presses occidentales pour des raisons linguistiques et de facilité de recherche. Cependant, l'actualité utilisée concernera à la fois les Etats-Unis et la Corée du Nord, mais également le président Donald Trump ainsi que le dirigeant suprême Kim Jong-un.

Effectivement, il est possible que les événements se déroulant dans un contexte international ou dans un contexte interne, et n'ayant pas de liens directs entre les deux pays, soient utilisés pour appuyer ou non certains points. Il est également probable qu'en fonction de l'actualité, la question de recherche ou les hypothèses ne soient plus adaptées pour ce travail, mais dans ce cas, ce travail s'orientera vers cette actualité afin d'y répondre au mieux.

Revue de la littérature :

Barthélemy Courmont s'est intéressé au défi que représente la Corée du Nord pour les USA, en particulier pour les administrations Bush et Obama. Selon ses dires, si la Corée du Nord persiste à agir de la sorte, c'est-à-dire, à chercher à s'approprier l'arme nucléaire ou à tirer des missiles proches du territoire sud-coréen. C'est parce que la posture nord-coréenne se justifie au travers des agissements des USA, considéré comme des provocations et des agressions.

« Cette stratégie du pire, certes périlleuse mais calculée, s'est avérée payante, et ne peut qu'inciter Pyongyang à poursuivre dans cette voie, en élevant perpétuellement le niveau des exigences, jusqu'au stade ultime : la garantie de non-invasion de la part des États-Unis. » (COURMONT B., 2011). Malgré une asymétrie de puissance, les USA n'osent pas s'en prendre à la Corée du Nord. Dans la suite de ce travail, nous verrons en détail ce que cela amène.

Courmont explique que l'administration Bush a tenté le dialogue avec le prédécesseur de Kim Jong Un. Mais à la suite du discours du président Bush le 20 janvier 2002, incorporant la Corée du Nord dans l'axe du mal, les efforts sont tombés à l'eau. L'administration Obama a également tenté sa chance en essayant une approche différente. Elle « offre donc une politique nord-coréenne oscillant entre fermeté et ouverture, s'intégrant dans le cadre de la smart Policy souhaitée par le président américain. » (COURMONT B., 2011). Seulement, cette attitude jugée « faible » par la Corée du Nord, n'a abouti à rien.

Poursuivant son travail, l'auteur énonce « le jeu de Pékin ». Pour lui, la position chinoise comme alliée et voisin de la Corée du Nord, est à prendre en compte. La Chine se montre intransigente sur le fait qu'elle a son mot à dire sur ce qu'il se passe dans sa sphère d'influence.

Dans son article « *Approches multiniveaux du dilemme de la question nucléaire en Corée du Nord et de la sécurité en Asie du Nord-Est* », Chun nous offre une explication de la politique nord-coréenne depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Pour lui, la dissolution du bloc communiste a fragilisé la Corée du Nord, qui dès lors a « assimilé les aspects sécuritaires et les crises économiques à des menaces principales pour la survie de son régime. » (CHUN K.H., 2012)

Ensuite, il utilise deux approches mononiveau des affaires internationales, puis il passe sur deux approches multiniveaux pour expliquer la politique étrangère du régime. Une fois son sujet encadré dans des théories, il applique le tout par période (en fonction des accords internationaux). Et il conclut par son idée que le régime nord-coréen cherche à obtenir une garantie de sécurité du régime de la part de la superpuissance numéro 1 : les USA.

Antoine Bondaz dans son travail effectué en 2017, explique qu'une intervention militaire est peu probable de la part des USA. La raison venant du coût élevé que cela infligerait à la fois à l'économie américaine mais également sur sa crédibilité internationale et sur ses relations avec ses alliés. Qui plus est, son allié sud-coréen refuse toute attaque sur son voisin du nord. Ce qui sous-entend que Donald Trump use de menace en vain, cherchant simplement à faire réagir son homologue et à ouvrir un dialogue, rompant avec son prédécesseur adepte de la patience. (BONDAZ A, 2017). « En dépit de la rhétorique du président américain, la stratégie mise en œuvre par l'administration Trump vise à imposer une pression maximale sur le régime nord-coréen afin de la ramener à la table des négociations, tout en évitant pour l'heure une solution militaire dont le coût politique, humain et économique serait considérable. » (BONDAZ A, 2017).

Il poursuit son analyse expliquant que le régime nord-coréen refuserait de perdre sa puissance nucléaire au profit d'une soi-disant sécurité. « Les armes nucléaires nord-coréennes ont longtemps été perçues à l'étranger, et à tort, comme un outil de marchandage que le pays pourrait abandonner contre des garanties de sécurité, et surtout de bénéfices économiques. (...) Elles apparaissent non seulement comme des armes de dissuasion mais aussi comme des armes identitaires. » (BONDAZ A, 2017). De ce fait, le régime assure sa sécurité, possède des armes « identitaires » au régime et ne souhaite pas négocier cette puissance. En tout cas, tel était l'analyse effectué par Antoine Bondaz en 2017. Il ajoute également que les raisons ayant mené la Corée du Nord à pouvoir obtenir l'arme nucléaire et à n'avoir pas été pris en compte par les USA, vient du fait que ces derniers estimaient les chances de survie du régime nord-coréen comme nulles. Sa conclusion est que cette crise ne pourra être réglé que par la diplomatie et non le conflit. (BONDAZ A, 2017).

Marianne Péron-Doise (2005) explique que la Corée du Nord « s'est enfermée dans un chantage nucléaro-balistique pour extorquer à l'extérieur (à la Corée du Sud, au Japon, aux États-Unis, à l'Europe) le soutien matériel et financier nécessaire à sa survie. » Elle explique que la Corée du Nord voit son économie s'effondrer et son seul moyen est de faire une réforme profonde ou de trouver des financements étrangers. Ainsi, elle poursuit en avançant l'idée d'une dénucléarisation en échange d'une assurance de sécurité, et ce même avec le prédécesseur de Kim Jong Un, là où Antoine Bondaz (2017) insinuait que c'était par respect pour son père que Kim Jong Un ne marchanderait pas ses armes nucléaires. (PERON-DOISE M, 2005).

Première partie :

Réalisme :

Le réalisme est le paradigme dominant en relations internationales, depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Son postulat de base est que les relations internationales se déroulent dans un état d'anarchie. Bien qu'au niveau domestique l'ordre règne, au niveau international, il n'y a aucune autorité centrale capable d'assurer la sécurité des Etats. Ensuite, il faut considérer l'Etat comme l'acteur clé de ces relations. Puis, en ce qui concerne leur objectif, il s'agit de maximiser leur intérêt national défini en termes de puissance. Finalement, le seul moyen pour les Etats d'assurer une certaine stabilité, est l'équilibre des puissances.

Selon la théorie de l'équilibre des forces, appartenant à la vision défensive, les Etats recherchent la sécurité et préfèrent l'obtenir sans devoir mener des guerres. La meilleure façon d'avoir un environnement international stable est de ne pas avoir d'incitants à faire la guerre, ce qui s'obtient par l'équilibre des forces. L'équilibre des forces fonctionne donc comme un système de dissuasion. Il est peu probable qu'un Etat mènera une guerre contre un autre Etat qui a la même puissance que lui, car le résultat est incertain et le coût très important, même en cas de victoire (LIEGEOIS M., 2019).

Au contraire de la vision défensive, la vision offensive met en avant la situation d'hégémonie. Elle explique le comportement d'un acteur international, qui n'est autre que les USA. Selon la théorie de la transition de puissance, la domination américaine est la structure la plus sûre pour la sécurité américaine. Pour cela, les USA doivent recourir à des mesures préventives pour devancer l'émergence de concurrents à sa prédominance (LIEGEOIS M., 2019).

La stabilité est obtenue par l'équilibre des forces et les guerres résultent donc du mouvement s'écartant de cet équilibre. Les Etats cherchent, par conséquent, à réduire l'hégémonie en s'accommodant des puissances montantes et prônent l'équilibre et la coexistence. Les réalistes classiques considèrent qu'il n'est pas souhaitable d'avoir une situation d'hégémonie à cause du fait que l'unipolarité ne durera pas. L'hégémonie est à l'opposé de l'équilibre et donc, on verra une coalition d'opposant à l'hégémon (LIEGEOIS M., 2019).

Dans notre cas, l'envie pour la Corée du Nord d'obtenir l'arme atomique, est de chercher à augmenter sa puissance afin de dissuader ses ennemis de s'en prendre à elle. Seulement, la quête de l'arme nucléaire, est considérée comme un incitant suffisant pour que les USA et la communauté internationale s'inquiètent. On pourrait croire que l'objectif de la Corée du Nord est de s'assurer que personne ne l'attaquera car cela lui apporterait un coût important.

Cependant, si l'on se fie à la vision offensive, les USA peuvent voir dans l'objectif de défense nord-coréen, comme une attaque à son hégémonie. Bien que la Corée du Nord soit un petit pays et ne présentant que peu de risque pour la sécurité américaine hormis l'arme atomique, elle représente un danger pour ses voisins, en particulier la Corée du Sud, alliée des USA.

Même si la Corée du Nord ne cherche pas à devenir le prochain hégémon, elle fait partie d'un groupe plus large de pays souhaitant voir la chute des USA. Ayant comme allié depuis sa création, la Chine et la Russie, toutes deux opposées à l'hégémonie américaine, et ayant une idéologie similaire à ses voisins (communisme), il est compréhensible que la situation inquiète les USA.

Dilemme de la sécurité :

Grâce au réalisme, nous pouvons déjà pointer du doigt certains aspect de notre travail. N'ayant aucune garantie d'être en sécurité vis-à-vis des autres Etats, la quête de puissance est importante. Seulement, cette augmentation de puissance peut être mal interprétée et peut conduire à un autre problème : le dilemme de la sécurité. Si un pays A augmente sa puissance militaire, le risque de se voir attaquer par A, le pays B augmentera la sienne également. Bien que B agît pour se protéger de A, A pourrait voir dans la décision de B, une menace et inciterait A à augmenter à nouveau sa puissance, et ainsi de suite. (Battistella D., 2015).

Une autre version du dilemme de sécurité est que le pays B n'augmente pas ses capacités militaires car il croit en la bonne foi du pays A, qui est de chercher à assurer sa sécurité. Seulement, laissant le pays A augmenter sa puissance, le pays B voit son insécurité croître car il n'est pas sûr que le pays A ait des intentions pacifiques ou s'arrêtera d'augmenter sa puissance. Battistella (2015) cite Kenneth Waltz en disant que « chaque Etat ne doit compter que sur lui-même pour assurer sa sécurité : c'est le principe de l'auto-préservation, le self-help cher à Kenneth Waltz ».

Selon Kenneth Waltz (Waltz K., 2000), le principe d'auto-détermination incite les Etats à augmenter ses capacités militaires pour parer tout risque d'attaque de la part des autres Etats. Donc, le dilemme de la sécurité pour John Herz (Battistella D., 2015) : « partout où existe une société anarchique (..) émerge ce que l'on peut appeler le dilemme de la sécurité. Les groupes ou individus vivant dans une telle configuration doivent être, et généralement sont, soucieux de leur sécurité vu les risques d'être attaqués, assujettis, dominés, voire annihilés par d'autres groupes ou individus. Désireux de se mettre à l'abri de ces risques, ils sont amenés à acquérir de plus en plus de puissance d'autrui. Or, voilà qui rend les autres moins sûrs et les contraints à se préparer au pire. Etant donné que nul ne saurait jamais se sentir complètement en sécurité dans un monde composé d'unités en compétition, la lutte pour la puissance s'ensuit, d'où le cercle vicieux de la sécurité et de la puissance. »

Un autre point important dans l'enjeu du dilemme de la sécurité est défini par Robert Jervis (1978) « le rapport entre la facilité avec laquelle un territoire peut être conquis et la facilité avec laquelle il peut être défendue en cas d'attaque, l'équilibre de l'offensive et de la défensive influe sur l'intensité du dilemme de la sécurité » (Battistella D., 2015). C'est ainsi que dans le cas où il est plus facile de prendre un territoire que de défendre le sien, le sentiment de sécurité diminue, surtout si l'Etat en question n'augmente pas sa puissance pour contrer ses voisins. Mais, dans le second cas, c'est-à-dire, lorsqu'il est plus facile de défendre son territoire que de prendre celui d'un autre, il n'y a plus le sentiment d'urgence d'augmenter sa puissance.

La Corée du Nord possède un territoire de 122 762 km² et les USA possèdent un territoire de 9 525 067 km². Si l'on se fie à la taille du pays, la Corée du Nord fait partie des pays pouvant avoir du mal à défendre son territoire en cas d'agression. Pour cela, elle doit compter sur ses alliés pour la défendre en cas d'attaque. Même si pour les USA, il sera plus aisé de défendre son territoire, cela n'empêche pas de voir l'augmentation de puissance militaire en Corée d'un bon œil.

Après tout, si la Corée poursuit ses tests pour l'arme nucléaire, elle deviendrait encore plus dangereuse pour les USA car elle n'est pas la seule sur la liste des Etats voyous à chercher à obtenir cette arme. Le danger pour les USA d'avoir un adversaire supplémentaire doté d'une arme nucléaire fonctionnel est beaucoup trop élevé pour que l'hégémon mondial passe outre.

Puissance :

La puissance est pour Morgenthau (1959) la manière de considérer l'intérêt national. Ainsi, afin de préserver la nation, tout Etat se doit d'avoir une puissance suffisante pour assurer sa survie

sur la scène internationale. Morgenthau nous parle des éléments constitutifs de la puissance nationale : la géographie, la population, la préparation militaire, les ressources naturelles, la capacité industrielle et le niveau technologique, et le caractère national (Morgenthau H., 1959).

Morgenthau insiste sur le fait que le facteur géographique doit être prise dans sa dimension physique et est le facteur le plus stable. Au sein des relations internationales, la situation géographique joue un rôle important et ce malgré le développement des techniques de communication et de transport. La population se définit par sa formation, sa taille et sa composition par âges. La préparation militaire équivaut à la technologie des armements, de quantité et qualité des forces armées, et de commandement stratégique (Morgenthau H., 1959).

En ce qui concerne les ressources naturelles, il y en a deux sortes : alimentaires, et énergétiques et minérales. Son insistance se fait sur le contrôle de ces dernières et particulièrement le pétrole. Sa détention ou sa carence peut créer une césure entre les grandes puissances. Morgenthau ne donne pas de définition précise du caractère national mais le compare à une culture nationale. Dans cette culture, certains traits de caractères ou certains qualités intellectuelles se répètent fréquemment avec une plus grande intensité d'un pays à l'autre. Ces spécificités infèrent des conduites particulières de la politique, de la diplomatie et de la guerre (Morgenthau H., 1959).

Cependant, Joseph S. Nye (2013) avance une troisième option à son « hard power » et « soft power ». « Les États-Unis vont donc devoir faire face à l'augmentation de la puissance de beaucoup d'autres acteurs, étatiques et non-étatiques. C'est donc la capacité des leaders américains à maintenir des alliances et à créer de nouveaux réseaux qui permettra aux États-Unis de mettre en place une stratégie de smart power » (NYE J., 2013).

En se basant sur l'aspect géographique, la Corée du Nord est une région montagneuse. « De régions montagneuses au nord et à l'est, la Corée du Nord offre un relief progressivement moins escarpé dans sa partie sud et ouest. » (KBS world, 2016). La superficie de son territoire est de 122 762 km². « Opposant de puissantes montagnes à de vastes plaines, étendus par le prolongement de l'Alaska jusqu'aux latitudes arctiques et se ramifiant au sud par la Floride presque jusqu'au tropique », les USA possèdent un large territoire, puisqu'il atteint les 9 525 067 km².

Ensuite, la population et la préparation militaire est forcément inégale. D'un côté, une estimation de 2018 avance que la Corée du Nord est peuplée par 25 611 000 d'habitant. De l'autre côté, les américains sont au nombre de 328 523 000 (UNIVERSALIS.fr, 2018). Selon le site Atlasocio.com (2019), les États-Unis sont encore la première puissance mondiale, tandis que la Corée du Nord se place à la 18^{ème} place. Si l'on se focalise que sur le continent asiatique, la Corée du Nord atteint la 10^{ème} position, là où la Corée du Sud est 4^{ème} (7^{ème} mondiale). Cependant, en 2015, la Corée du Nord était en 35^{ème} position. On peut donc constater qu'elle intensifie sa quête de puissance.

Seulement, cette même population est confrontée à la pandémie mondiale du Covid-19 et au vu de l'opacité des informations sur la Corée du Nord et avec son système de santé fragile, elle risque d'être touchée de plein fouet. Surtout lorsque le pays d'où a éclaté la pandémie est son principal partenaire commercial avec une frontière physique et poreuse de 1400 km (PONS P., 2020). Ainsi malgré l'absence de confirmation de cas, « le ministre japonais de la défense, Taro Kono, n'a pas hésité à faire le lien avec la pandémie, en réagissant aux tirs de deux missiles à courte portée effectués samedi 21 mars par Pyongyang. Pour lui, cette troisième série de tirs menée depuis le début de l'année et réalisée sous l'œil du dirigeant, Kim Jong-un, permet au régime de renforcer son pouvoir alors que « des informations font état de contaminations en Corée du Nord » (MESMER P., 2020).

En termes de ressource naturelle, la Corée du Nord a un sous-sol très abondant en minerais (argent, acier, magnésite, charbon, ...). « Le plomb et le zinc représentent une part importante des exportations nord-coréennes... La Corée du Nord dispose de près de la moitié du gisement mondial de magnésite » (KBS WORLD, 2016). Là où la Corée du Nord compte principalement le charbon comme source d'énergie, pour ce qui est des USA, il s'agit du pétrole, du charbon, du gaz naturel et de l'hydroélectricité. Les USA possède la 7^{ème} réserve mondiale de pétrole. Pour ce qui est des minerais, le sous-sol est riche, surtout en fer et en bauxite (MAXICOURS.COM, 2019).

Souveraineté :

Pour donner suite à la notion de puissance, en découle celle de souveraineté. Jean Bodin a défini la notion de Souveraineté au travers de ses *Six livres sur la République* (1576). Il identifie les trois attributs majeurs de la souveraineté : être la puissance de commandement, être perpétuelle et être absolue. « La souveraineté est le pouvoir suprême reconnu à l'Etat de faire ses lois et de les mettre en pratiques ; la souveraineté signifie le droit exclusif d'exercer l'autorité politique sur un territoire ou un groupe de peuple. » (Rodriguez-Torres D., 2018).

Selon Jean Bodin (1576), la puissance de commandement « git au souverain qui donne la loi ou en la personne des magistrats qui ploient sous la loi, et commandant aux autres magistrats et aux particuliers ». D'après sa définition, elle se doit d'être publique. La souveraineté doit être perpétuelle dans le sens où même si le chef de l'Etat est mort, l'Etat ne l'est pas. Elle est non-limitée dans le temps. Sur le plan international, elle se doit d'être absolue et mène à l'indépendance des Etats (Bodin J., 1576).

Selon le cours de Deyssi Rodriguez-Torres (2018), les domaines traditionnels d'exercice de la souveraineté par les Etats sont :

- La sécurité intérieure par le biais des forces de police et par la définition des normes juridiques qui mènent à l'application des lois.
- La sécurité extérieure qui est assurée par la diplomatie en exerçant un rôle préventif, et par la défense nationale qui, avec l'armée, agira, à défendre la souveraineté nationale, en cas de conflit.
- La justice, moyennant les droits constitutionnels nationaux et, dans l'Etat de droit, par l'indépendance judiciaire.
- L'Etat souverain décide des finances internes, régule la monnaie, récolte les impôts et, dans ce monde globalisé, il essaie de contrôler les marchés financiers (rapports extérieurs).

Dans le cadre de ce travail, plusieurs souverainetés sont présentes telles que la souveraineté domestique ou interne qui fait référence à l'administration qu'un gouvernement organise à l'intérieur d'un Etat et fait appel autant à l'autorité (reconnaissance de la légitimité d'un gouvernement et de ses actions par la population sur laquelle s'exerce cette autorité) qu'au contrôle (la police et l'application des lois). Ou encore la souveraineté « indépendance », se traduit par l'exclusion des acteurs extérieurs dans le processus domestique de gouvernement. Cette exclusion est, en principe, réciproque entre les Etats, même si la tendance naturelle est d'affirmer son indépendance au niveau interne tout en cherchant à influencer sur l'Etat voisin. Et même la souveraineté westphalienne rejetant toute ingérence extérieure. (Rodriguez-Torres D., 2018)

L'article 2 paragraphe 7 de la Charte des Nations Unies « Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte ; toutefois, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII. »

Agnew (2009) propose quatre types de régimes de souveraineté :

- Le régime de souveraineté classique (un Etat unique à l'intérieur de frontières territoriales).
- Le régime impérialiste, où l'Etat est fondée sur un réseau de contrôle de l'espace qui remplace le monopole absolu du pouvoir sur un territoire préétabli.
- Le régime intégrateur (représenté par l'Union Européenne), où le pouvoir présente des aspects territoriaux et infrastructurels évidents, avec des frontières qui en définissent à la fois les limites et le contour intérieur.
- Le régime mondialiste (les Etats-Unis d'Amérique), a comme objectif principal de maintenir la souveraineté territoriale des Etats tout en les intégrant, par la cooptation ou la coercition, dans un empire qui repose sur l'hégémonie d'un acteur central.

Là où les USA possèdent les trois caractéristiques de la souveraineté, c'est-à-dire, que le pays survivra à son président. La classe politique et juridique possède le pouvoir de faire des lois et de les faire appliquer. Comme expliqué précédemment, le régime mondialiste caractérise les USA.

En revanche, dans le cas de la Corée du Nord, bien que les services secrets sud-coréen aient confirmés que le dirigeant est père de 3 enfants (1 fils et 2 filles), certains pensent qu'il s'agit d'une ruse pour asseoir sa position de force (BLANCHARD O, 2017). Est-ce que la Corée du Nord survivra à son dirigeant ou non ? Mais, partons de l'idée que même si la dynastie Kim s'éteindrait, un autre homme fort prendrait sa place. La loi est sous contrôle de la classe dirigeante et à son service. Il s'agit ici d'un simple régime de souveraineté classique, l'Etat cherchant à assurer sa survie, qui est étroitement liée à la survie du dirigeant.

Dernièrement, nous avons pu assister à un spectacle surprenant. Des informations faisant état de la santé fragile du dirigeant Nord-Coréen, certains avançant même sa mort, ont vu le jour. « Les spéculations sur son état de santé ont pris de l'ampleur après le 15 avril, jour du 108e anniversaire de son grand-père, Kim Il-sung (1912-1994), le fondateur de la République populaire démocratique de Corée (RPDC, nom officiel de la Corée du Nord). Kim Jong-un n'aurait pas rendu le traditionnel hommage à Kim Il-sung au palais du Soleil Kumsusan. « C'est impensable en temps normal, car c'est l'événement politique le plus important pour le régime nord-coréen, dynastique et stalinien », estime Cheong Seong-chang, chercheur à l'institut sud-coréen Sejong. » (MESMER P., 2020).

Pour appuyer ces faits, des images satellites ont photographié les emplacements du train du dirigeant indiquant qu'il se trouvait à Wonsan, « cette ville portuaire de l'est de la Corée du Nord abrite un complexe résidentiel pouvant accueillir Kim Jong-un. » (MESMER P., 2020). D'autres théories ont vu le jour sur l'état de santé du dirigeant mais également sur la personne pouvant prendre sa succession, faisant mention de sa sœur, Kim Yo-Jong, comme « la numéro 2 du régime communiste », étant très influente pour le régime, ayant deux enfants et « aurait été officiellement nommée héritière depuis décembre dernier par le Comité central du parti des travailleurs ». Ayant « fait sa première apparition publique en décembre 2011 lorsqu'elle commémorait la mort de son père », elle serait à l'origine du rapprochement entre son frère et

le président américain. Alors que les informations sur l'état de santé de son frère sont vagues, certains médias font d'elle la prochaine dirigeante du pays, faisant d'elle une femme forte, ayant assuré le succès de son frère au sein de son pays mais aussi à l'internationale (A.M., 2020). Malgré toutes ces spéculations, « après trois semaines d'absence, Kim Jong-un réapparaît en public et met fin aux rumeurs sur son état de santé » (MESMER P., 2020).

Pouvoir :

Comme le définit Max Weber dans son ouvrage *Economie et société*, le pouvoir c'est « toute chance pour quelqu'un de faire prévaloir sa volonté dans une relation sociale même contre des résistances, peu importe sur quoi repose cette chance » (WEBER M., 1921).

« Il existe deux types de domination représentant des pôles opposés. D'un côté, la domination en vertu d'une configuration d'intérêts (en particulier d'une situation de monopole) et, de l'autre, la domination en vertu d'une autorité (pouvoir de donner des ordres et devoir d'obéissance). Le type le plus pur de la première est la domination monopolistique sur le marché ; pour la seconde, le pouvoir du père de famille, le pouvoir administratif ou le pouvoir princier. La seconde s'appuie en revanche sur le devoir d'obéissance tout court, auquel on fait appel indépendamment de toute motivation et de tout intérêt ». (WEBER M., 2014).

Susan Strange (2011) nous donne une définition plus large du pouvoir. Pour elle, le pouvoir est « simplement la capacité d'une personne ou d'un groupe de personnes à agir sur les événements de telle sorte que leurs préférences l'emportent sur celles des autres. Cette définition élude le piège logique liant le pouvoir à la poursuite d'un intérêt – national, de classe, d'entreprise, etc., ».

Il existe trois modes d'accès au pouvoir : la force, l'hérédité et l'élection. Il y a plusieurs moyens d'obtenir le pouvoir par la force, que ce soit par une patrimonialisation guerrière du pouvoir (rivalité entre faction guerrière, clans, ... Par exemple la Somalie), ou par un coup d'Etat cherchant à rompre la légitimité instituée, la négation de l'Etat de droit et instituer la personnalisation du pouvoir (par exemple, Pinochet au Chili), ou par une révolution qui devrait apporter le bonheur ou la libération du peuple (par exemple, Lénine en Russie). (RODRIGUEZ-TORRES D., 2018)

Ensuite, l'hérédité permet au dirigeant en place de se maintenir au pouvoir et de faire en sorte que sa descendance l'obtienne également, ce sont le cas des dynasties (au sein de royaume tel que celui d'Angleterre, ou au sein d'empire tel que celui de Byzance).

Finalement, il reste l'élection pouvant être organisé de manière démocratique. Voici quelques types d'élections connus : tirage au sort (Grèce Antique), suffrage censitaire (Belgique), suffrage universel (France) et finalement dans la majorité des pays « démocratique », le suffrage universel tel qu'on le connaît car auparavant, il fallait remplir plusieurs conditions telles qu'être un homme, d'un certains âges, avec des revenus minimums, être père de famille, être originaire de la Cité, ...

« La définition du pouvoir selon Robert Dahl est : un acteur (A) a du pouvoir sur un autre (B) pour autant qu'il peut amener B à faire quelque chose que ce dernier n'aurait pas effectué autrement. » (SCHIFFINO N. et al, 2015).

Dans ce point, l'explication sera scindée en deux parties. La première se concentrera sur la dimension de pouvoir interne aux Etats, c'est-à-dire, la relation entre le dirigeant et ceux qu'il représente. Et la seconde verra la relation entretenue entre les deux dirigeants sur base de la première partie, qu'ils en tiennent rigueur ou non.

Seulement, avant de parler d'analyser la notion de pouvoir dans l'actualité, il faut se rappeler que le type de régime dans lequel on se trouve est important. Après tout, la manière dont fonctionne les deux pays est différente, de ce fait, la manière d'avoir du pouvoir et de le garder diffère aussi.

- **Type de régime :**

Effectivement, la Corée du Nord a un régime de type totalitaire, le pouvoir est concentré dans les mains d'un homme fort. Il y a donc un monisme politique, le Parti des travailleurs de Corée est le seul parti politique du pays. La mobilisation politique de la population est forte ainsi que l'idéologie (SCHIFFINO N. & al, 2015). Les idées priment sur les institutions et sur le pouvoir. « La propagande massive vise à mobiliser les masses vers un objectif commun en étant le message officiel du régime » (SCHIFFINO N. & al, 2015).

Derrière ce parti unique, on retrouve un chef charismatique au sommet d'un culte de la personnalité. Ici, Kim Jung Un est considéré comme dirigeant suprême (Voice of Korea, 2019). Preuve en est que le pays n'est pas en 2020 mais en l'An 108 du Juche. Si la naissance de Jésus est l'événement marquant du calendrier chrétien, ici, il s'agit de la naissance du fondateur de la Corée du Nord (bien que mis en place en septembre 1997).

Lorsque la télévision nord-coréenne montre son dirigeant sur un cheval blanc, chevauchant dans la neige, la population sait qu'il va y avoir un changement majeur dans la politique du pays. « Certains spécialistes du régime reclus affirment que les visites du dirigeant nord-coréen sur le Mont Paektu - berceau légendaire du peuple coréen - augurent parfois d'une annonce politique majeure. » (J.G avec AFP, 2019). Le symbole est un moyen fortement utilisé par le régime.

L'histoire de la Corée du Nord est parsemée de symbole. Déjà, rien que le nom Coréen du pays est une référence au nom de la famille à l'origine d'une Corée unifiée. La preuve est qu'en novembre 2013, le dirigeant nord-coréen s'est rendu au Mont Paektu et une purge politique a eu lieu, menant l'oncle de Kim Jung Un, Jang Song-thaek, à la mort. Ou encore en décembre 2017, « peu avant le début de la détente sur la péninsule qui a débouché sur son sommet historique avec le président américain Donald Trump, en juin 2018 à Singapour. » (J.G avec AFP, 2019). En utilisant le symbole sacré de la montagne, le dirigeant réaffirme sa légitimité et son leadership, affichant ainsi à ses citoyens et, ici, au président Trump qu'il reste puissant et que la date butoir sur l'ultimatum nord-coréen sur le nucléaire approche à grand pas.

Du côté américain, il s'agit d'un régime démocratique où les pouvoirs judiciaires, exécutifs et législatifs sont séparés. Dans le cadre des USA, c'est un régime de type présidentiel, ce qui veut dire que chacune des composantes du pouvoir peut contrôler les agissements des autres. Si dans le régime totalitaire, le dirigeant est élu à vie et en Corée du Nord, de père en fils. Dans une démocratie, le dirigeant est élu par le peuple pour une durée déterminée avant de convoquer d'autres élections, et peut même être destitué dans le cas américain (SCHIFFINO N. & al, 2015).

Si du côté nord-coréen, le dirigeant semble fort et prospère. Preuve en est que malgré les sanctions onusiennes, une nouvelle ville est en construction. Aux Etats-Unis, le président Trump est en pleine confrontation avec ses adversaires. Une procédure de destitution a été lancée par les démocrates contre Donald Trump « après avoir découvert qu'il avait demandé à l'Ukraine d'enquêter sur le fils du démocrate Joe Biden, un de ses potentiels adversaires à la présidentielle de 2020. » (FRANCEINFO, 2019).

Bien que l'affaire puisse être jugée recevable devant le sénat, le vote semble être en faveur du président. Sur les 100 sièges du sénat, 53 sont aux mains des républicains, 45 sont démocrates et 2 indépendants. Pour destituer le président américain, il faudrait une majorité des deux tiers des sièges. Même si la procédure échoue, le président pourrait ne pas être réélu.

(FRANCEINFO, 2019). Et puisque la procédure a échoué, le président peut se concentrer sur sa campagne de réélection (DOULIERY O., 2020).

En conclusion, là où le dirigeant Nord-Coréen semble intouchable et posséder les pleins pouvoirs, le dirigeant Américain souffre d'adversaire coriace et d'un régime l'empêchant de posséder le monopole du pouvoir. Si Kim Jong-un possède le pouvoir de se faire obéir par ses sujets dans son pays, Donald Trump ne peut agir à sa guise car son pouvoir est contrebalancé par un autre.

Après avoir abordé la dimension interne du pouvoir au sein de l'Etat, voici la dimension externe du pouvoir, cette fois-ci dans la relation entre les deux dirigeants. Bien qu'en position de force dans son pays, le dirigeant de Corée du Nord se retrouve « soumis » à discuter d'« égal à égal » avec le président Américain. Précisons que dans cette relation, ni l'un ni l'autre n'oblige l'autre à faire quelque chose que ce dernier n'aurait pas effectué autrement (SCHIFFINO N. et al, 2015).

Même si l'on pourrait croire que la menace d'offensive de la part des Etats-Unis incite la Corée du Nord à négocier, il faut rappeler que les Etats-Unis prennent part à la discussion de leur plein-gré de peur que la Corée du Nord ne les menace encore plus. Donc, malgré le fait qu'il semblerait que ni l'un ni l'autre ne prenne l'ascendant lors de leurs discussions, le fait que Trump soit mis en accusation le rend « faible » face à son interlocuteur et comme le montre l'actualité, à ignorer la date butoir pour les négociations sur le programme nucléaire Nord-Coréen (AFP, 2019). Néanmoins, malgré le fait que Trump n'ait pas engagé une nouvelle conversation avec son homologue, cela ne l'a pas empêché de faire « assassiner » un général iranien sans en demander la permission à ses citoyens (RTL.INFO, 2019)

Deuxième partie :

Politique étrangère :

Tout d'abord, avant d'appliquer la théorie à la pratique, définissons ce qu'est la politique étrangère. Selon Frédéric Charillon (2002), la politique étrangère se caractérise comme « l'instrument par lequel un Etat tente de façonner son environnement politique international ». Ce qui sous-entend qu'un Etat usera de sa politique étrangère pour s'assurer un environnement politique qui lui est favorable. Ainsi, l'Etat n'aura de cesse de discuter avec les autres Etats au travers de sa politique étrangère pour préserver des accords commerciaux, de défense, et bien d'autres. Peu importe la situation intraétatique de son interlocuteur, qu'ils partagent des valeurs communes, ou une idéologie, ou une frontière, son seul objectif est son propre avantage.

Puisque, dans un monde où l'anarchie domine et où chacun peut être le danger d'un autre, la politique étrangère est une sorte de bouée, un moyen de discussion pour assurer sa sécurité. Seulement dans la perspective réaliste, la politique étrangère se doit de conjuguer la dimension interne autant qu'externe. Ce qu'il se passe au sein du pays et à l'international ont un impact sur la décision et le choix en guise de politique étrangère.

Ainsi, les Etats sont des calculateurs rationnels qui résonnent en termes d'intérêts. Un Etat peut se conformer à des principes moraux, non pas par devoir moral, mais car il en retire des intérêts politiques. De fait, l'Etat se doit de considérer les intérêts domestiques pour décider de l'intérêt étatique, mais aussi considérer les ONG et les Organisations intergouvernementales en tant qu'instrument pouvant le servir tout comme le desservir dans l'accomplissement de son objectif (LIEGEOIS M., 2019).

Finalement, la ou les personne(s) à la tête de l'Etat se doivent de faire des choix pour maximiser au mieux leurs intérêts, seulement, il faut prendre en compte cette état d'anarchie dans lequel les relations internationales évoluent. De fait, Henry Kissinger (1957) décrit ceci « la valeur d'un homme d'Etat tient (...) à son talent à évaluer la relation exacte des forces, puis à faire servir cette évaluation aux fins qu'il s'est assignées ». Ainsi, le dirigeant se doit de connaître les forces pouvant lui être favorable ou défavorable pour atteindre ses objectifs.

Dans l'approche réaliste abordée dans ce travail, nous pouvons avancer l'idée que la politique étrangère est décidée et caractérisée par l'incarnation du chef de l'Etat, qu'il parle au nom de son pays, de ses habitants, et qu'il est le seul à représenter l'intérêt étatique à l'étranger. Ainsi, Dario Battistella (2015) reprenant Raymond Aron (2004), « la conduite diplomatico-stratégique est menée par « le diplomate » qui parle au nom de la collectivité étatique à laquelle il appartient et par « la soldat » qui tue au nom de ladite collectivité étatique. »

Mettons déjà ce que nous venons d'apprendre en pratique dans notre cas. Ainsi, nous pouvons observer la Corée du Nord ainsi que les Etats-Unis discuter ensemble malgré l'absence de valeurs communes, d'idéologie ou de frontière physique. Pourtant, à force de négociation et de persuasion, un moratoire sur le nucléaire avait réussi à être adopté, se soldant sur un échec le 31 décembre au soir. Il ne s'agissait pas d'un accord comme le signale Donald Trump mais d'un contrat, « Nous avons bien signé un contrat qui parle de dénucléarisation. » (Le Monde, 2019).

Si du côté Nord-Coréen, la dimension interne du pays est en accord avec la volonté du dirigeant et ne cause aucun souci sur les négociations avec l'étranger, de l'autre côté de l'océan, le président américain a des problèmes domestiques venant le déranger. Une tentative de destitution contre Donald Trump fut enclenchée « après avoir découvert qu'il avait demandé à

l'Ukraine d'enquêter sur le fils du démocrate Joe Biden, un de ses potentiels adversaires à la présidentielle de 2020. » (FRANCEINFO, 2019).

Bien que l'affaire se soit soldé par un échec de la procédure puisque « le Sénat a estimé, par 52 voix sur 100, que M. Trump, 45^e président de l'histoire des Etats Unis, ne s'était pas rendu coupable d'abus de pouvoir. Par 53 voix sur 100, il a également estimé qu'il ne s'était pas rendu coupable d'entrave à la bonne marche du Congrès. » (DOULIERY O., 2020). Malgré des problèmes internes, le président américain possède toujours l'appui des organisations internationales tel que l'ONU pour appliquer les sanctions sur la Corée du Nord.

• L'intérêt national

L'homme d'Etat étant un acteur rationnel dans la pensée réaliste, cherchera à atteindre ses objectifs, tout en essayant de maximiser les avantages et d'en minimiser les désavantages, en prenant en compte son environnement. C'est-à-dire qu'au vu de la situation dans laquelle il se trouve, avec les informations dont il dispose et de ses préférences, il devra prendre une décision sur la base des solutions et alternatives qui lui seront proposés (MORGENTHAU H., 2005). D'ailleurs, la définition de l'intérêt national recherché par l'homme d'Etat, toujours selon Morgenthau (2005), est la puissance, « nous supposons que les hommes d'Etat pensent et agissent en termes d'intérêts défini comme puissance ». Ce qui fait sens dans ce système anarchique où la puissance assure la sécurité.

Or, comme le démontre Dario Battistella (2015), « si la politique étrangère est contrainte par le seul milieu international, alors elle est séparée de la politique intérieure ». Ainsi il mobilise Aron (2004) qui rappelle aux gouvernants que l'intérêt national se trouve être la sécurité et la grandeur de l'Etat, et également Morgenthau (2005) que « l'homme d'Etat doit avant tout penser en termes d'intérêt national » avant le contentement des masses. Il se « doit d'avoir une vision à long terme », préférant « ce qu'il considère comme une bonne politique » au détriment de l'opinion publique, « car sinon il abdiquerait son leadership et substituerait un avantage précaire immédiat aux intérêts permanents du pays ».

Dario Battistella (2015), reprenant l'œuvre et le schéma de pensée d'Allison (1999), lui-même s'inspirant de Morgenthau (2005) qui dit que « les hommes d'Etat pensent et agissent en termes d'intérêt défini comme puissance, et (...) Cette supposition nous permet de retracer et de prévoir les pas qu'un homme d'Etat a fait. », arrive à « ce raisonnement de type « X a fait Y en vue d'obtenir Z ». Ainsi Allison (1999) poursuit ses explications en utilisant l'exemple de la crise des missiles de Cuba lors de la Guerre Froide pour tenter d'expliquer le raisonnement de l'URRS (de Khrouchtchev) et des USA (Kennedy) pour régler le conflit.

Je fais ici une petite parenthèse sur le sujet. Bien qu'il avance de bons arguments et une logique fondée, je ne peux m'empêcher de penser qu'installer des missiles à Cuba sans prendre la peine de le dissimuler ne montre pas « les routines institutionnelles » (ALLISON, 1999) mais plutôt une envie de l'URSS d'avoir un moyen de pression face à son ennemi. Une fois ces missiles mis en place, l'URSS avait de quoi négocier avec les USA pour assurer sa sécurité frontalière avec la Turquie. Même si la portée des autres missiles américains dans les bases européennes pouvait inquiéter l'URSS (VERCAUTEREN, 2018).

Lorsque la discussion Twitter et les menaces ont eu lieu entre les deux dirigeants, beaucoup se sont demandé ce que faisait le président américain. Les médias relayaient l'information, les tweets, provoquant l'interrogation et la peur dans le cœur de la population. Seulement, dans le cadre où l'on considère Donald Trump en tant qu'acteur rationnel, on peut penser qu'il a probablement pesé le pour et le contre avant d'agir de la sorte, en se basant sur les informations

qu'il avait et les raisons des échecs de ses prédécesseurs, ainsi que sur ses préférences dans les alternatives qui lui ont été proposés.

Malgré de lourdes sanctions onusiennes sur le pays, la Corée du Nord n'a pas cessé de poursuivre ses recherches dans l'obtention de l'arme nucléaire et a même progressé. Bien que le pays soit vétuste sur le plan médical (PONS P., 2020) et son économie faible à cause des sanctions internationales (MESMER P., 2020), la Corée du Nord use de cyberattaque pour renflouer ses caisses afin de contrer ces sanctions. (Les Echos, 2019). Ici, la Corée du Nord refuse de céder sur le plan nucléaire et permet à son dirigeant de maintenir son leadership et une relative puissance offrant une certaine sécurité à son peuple.

Ainsi les deux dirigeants se sont affrontés dans ce que peut appeler un bras de fer sur la question du nucléaire sans prendre en compte l'avis de leur population. Après tout, le plan du président américain d'obtenir un contrat avec son homologue Nord-Coréen a fonctionné. Les deux Etats se sont accordés sur 4 points lors du sommet de Singapour en 2018, et ces 4 points sont :

- 1) « Les Etats-Unis et la RPDC s'engagent à établir de nouvelles relations E.-U. - RPDC conformément à la volonté de paix et de prospérité des peuples des deux pays.
- 2) Les Etats-Unis et la RPDC associeront leurs efforts pour bâtir un régime de paix durable et stable dans la péninsule coréenne.
- 3) Réaffirmant la déclaration de Panmunjom du 27 avril 2018, la RPDC s'engage à travailler à une complète dénucléarisation de la péninsule coréenne.
- 4) Les Etats-Unis et la RPDC s'engagent à restituer les restes des prisonniers de guerre et des portés disparus au combat, avec un rapatriement immédiat de ceux déjà identifiés. » (Le Monde avec Reuters, 2018).

De ce contrat, nous pouvons y trouver une promesse de paix, d'association et de sécurité, bien que la péninsule coréenne soit dénucléarisée, les menaces de conflits disparaissent également tout comme probablement les sanctions avec le temps. Ce qui veut dire qu'en reprenant le schéma X a fait Y en vue d'obtenir Z, en l'appliquant aux 2 cas, voici ce qu'on peut en déduire. Pour les USA : Donald Trump a menacé son homologue d'une guerre en vue d'obtenir une négociation et d'accomplir son objectif de dénucléarisation. Pour la Corée du Nord : Kim-Jung Un a continué de provoquer les USA en vue d'obtenir une négociation pour s'assurer la sécurité de son régime et une future levée des sanctions.

• L'opinion publique

Néanmoins, Allison (1999) ne s'intéresse qu'aux « acteurs majeurs », les hommes d'Etat, et non pas aux « acteurs mineurs » comme les médias, l'opinion publique, etc... Pourtant significative dans la résolution plutôt pacifique de la crise cubaine (BATTISTELLA, 2015). Battistella (2015) poursuit la mise en avant de ces acteurs mineurs avec l'exemple américain du maintien au pouvoir et de la guerre, en citant les travaux effectués par Charles Ostrom et Brian Job, Bruce Russett, et Kurt Gaubatz. Ces derniers « ont démontré que, dans ses décisions de politique extérieure, le président américain tient compte de l'environnement international (degré global de tension, niveau de l'équilibre de la balance stratégique, engagement des Etats-Unis dans un autre conflit), mais aussi de l'environnement politique (attitude du public envers les risques d'engagement militaire, aversion générale du public à l'égard de la guerre, état de l'économie nationale), et de son environnement personnel (niveau de soutien de l'opinion publique, image du chef de l'Etat, calendrier des échéances électorales). » (BATTISTELLA, 2015).

Dans notre cas d'analyse, les médias Nord-Coréen décrivent les USA comme une menace à leur mode de vie, à leur croyance, et sont derrière les agissements de leur dirigeant. En revanche, du côté américain, les médias sont partagés, certains favorisant l'image de leur président et d'autres faisant l'exact opposer. Qui plus est, Donald Trump avait fait campagne sur le fait qu'il voulait sortir de ces guerres sans fin au Moyen-Orient (L'OBS avec AFP, 2019), ce qui dans les faits, ne l'amènerait pas à vouloir d'un conflit armé avec la Corée du Nord car il en irait de sa crédibilité. Ici, le président ne voulant pas s'attirer les foudres de la presse et de l'opinion publique en brisant sa promesse électorale, éviterait d'entraîner son pays dans un nouveau conflit. Sa population, fortement patriote, était déjà fatiguée de voir ses soldats mourir loin de chez eux et l'intérêt actuel se trouve dans l'économie. Cependant, l'image que veut renvoyer le président n'est pas celui de « quelqu'un qui craint la guerre », il veut « être perçu comme l'homme fort » (L'OBS avec AFP, 2019).

Et comme l'indique Juliette Morillot (2020), à propos de la Corée du Nord et de l'interrogation sur l'état de santé de son dirigeant dû à son absence des cérémonies du 15 avril, « je pense que la Corée du Nord a réussi son changement d'image en 2018 avec cette volonté de pacification sur la péninsule, les rencontres avec Donald Trump font qu'aujourd'hui la Corée du Nord fait partie du paysage politique international en tant que puissance nucléaire. On ne peut plus plaisanter avec elle. » (VALLAUD M, 2020). En ce qui concerne ces cérémonies, elle ajoute également « que ce n'est pas la première fois qu'il disparaît. L'année dernière, à peu près à la même période, Kim Jong-Un a été absent de la scène politique pendant 21 jours. » (VALLAUD M, 2020).

Conclusion :

Avant de conclure ce travail d'analyse de la relation américano nord-coréenne, je tiens à rappeler les difficultés traversées pour fournir cette pensée, mais également les limites qui m'ont été imposées pour réaliser ce document. Premièrement, la question des sources est à la fois une difficulté tout comme une limite. Comme je l'ai signalée dans mon introduction, afin de répondre à la question sur laquelle porte ce travail, j'ai dû confronter théorie et actualité, toutes deux occidentalisées. Les raisons sont simples et énoncées dans l'opérationnalisation : la langue, la facilité de recherche et surtout, le temps imparti pour produire cette recherche.

Deuxièmement, et même si je l'ai déjà cité, le temps imparti sur le sujet choisi, est une contrainte. J'analyse ici une relation interétatique entre deux pays, sur une durée courte et plus ou moins terminée en fonction du résultat des élections américaine fin 2020 et l'intronisation du (nouveau) président en Janvier 2021. Devant rendre ce travail avant Septembre, je ne connaîtrai pas le nom de la personne élue et ni si cela affectera la relation entre les USA et la Corée du Nord. Je pourrai m'avancer sur une reprise des discussions entre les deux pays, comme j'ai pu le montrer dans la revue de la littérature avec les successeurs de Donald Trump, mais le type de discussion, ainsi que la manière de reprendre le contact, dépendra des préférences du locataire de la Maison Blanche.

Troisièmement, la tentative de destitution de Donald Trump et la pandémie mondiale du Covid-19, ont toutes deux freinées l'avancée du dialogue entre les USA et la Corée du Nord. Tout comme la seconde a eu des conséquences négatives sur la réalisation de ce travail puisqu'elle m'a impactée d'une manière ou d'une autre. Je ne m'étendrai pas davantage sur les difficultés rencontrées.

Parlons des limites de ce travail, énoncées une nouvelle fois dans l'introduction. La théorie utilisée comme base pour ce travail est une limite, non pas parce qu'elle est la seule à pouvoir analyser cette relation, mais parce que c'est celle que j'ai choisie parmi plusieurs. Le choix des concepts est également une limite car ce choix est de mon ressort et non car il s'agirait des seuls pouvant être utilisable dans notre cas. Ajoutons à cela, la limite temporelle de ce travail, rencontrée également comme difficulté pour produire cette réflexion.

Néanmoins, si un nouveau président venait à être intronisé, ce travail serait complet et un nouveau chapitre du dialogue USA - Corée du Nord pourrait voir le jour, ouvrant la perspective d'ici quelques années à une poursuite de cette analyse. Après tout, les événements ayant eu lieu et ayant lieu actuellement aux USA, ont scellé le dialogue entre les deux pays depuis fin 2019. Il ne devrait rien se passer d'exceptionnel d'ici les élections même si nous ne sommes pas à l'abri d'une tentative de renouement de la part du président américain. La raison pour laquelle ce ne serait pas celui de Corée du Nord est expliquée un peu plus bas ou tout simplement au travers de ce travail.

Dès le début de ce travail, nous avons pu voir que ce n'était pas la première fois que la Corée du Nord dialoguait avec les USA sur la question de l'armement nucléaire de la péninsule Coréenne, une fois avec l'administration Bush et une autre fois avec l'administration Obama, toutes deux soldées par un échec. L'accession au pouvoir de Donald Trump aux USA, a permis une nouvelle tentative de dialogue entre les deux pays. Ce qui a mené au sujet de ce travail qui était : Pourquoi la politique étrangère Nord-Coréenne a-t-elle évoluée de l'élection de Donald Trump ?

Afin de répondre à cette question de recherche, nous avons émis les deux hypothèses suivantes. La première étant : Sous la menace militaire des USA, la Corée du Nord a intérêt à sortir de son isolationnisme pour assurer sa survie. Et la seconde étant : L'élection d'un nouveau président

américain fait évoluer la politique étrangère de la Corée du Nord.

Ce travail s'est articulé autour de la théorie réaliste des relations internationales et il a donc fallu commencer par l'introduire. Ainsi, le postulat de base de la théorie et élément clé de cette recherche, est l'état d'anarchie mondial dans lequel se déroule les relations internationales. De fait, puisqu'il n'y a personne pour contrôler les agissements des Etats, ces derniers sont les acteurs clés de ces relations et seul garant de leur survie. Cette survie est assurée en termes de puissance, concept abordé dans ce travail, et de son équilibre. De cet équilibre, nous avons pu voir deux visions sur lesquelles peuvent se baser les Etats : défensive ou offensive. L'idée avancée ici est que la Corée du Nord se base sur la vision défensive, alors que les USA seraient sur la vision offensive, favorisant un hégémon mondial.

Ensuite, nous nous sommes attardés sur le dilemme de sécurité, suite logique de cette quête de puissance, peu importe la vision que porte l'Etat dans cette recherche de l'équilibre. Dans leur objectif d'assurer leur sécurité, les Etats augmentent leur puissance et ce faisant invite les autres à faire de même, et ainsi de suite. Finalement, le premier Etat ayant augmenté sa puissance pour se défendre de ses voisins, a incité ces mêmes voisins à faire de même par peur du premier. C'est ce que nous apprenons de ce dilemme de la sécurité. Evidemment, nous avons vu son contraire dans le cas où un Etat n'augmente pas sa puissance pour éviter l'effet domino, il voit son insécurité croître. Rappelons que nous sommes dans un état d'anarchie, que personne ne contrôle personne et que chacun est seul pour assurer sa survie.

Nous avons poursuivi dans l'enjeu de ce dilemme, défini par Robert Jervis en 1978, avec la géographie comme point important. Cette dernière influant sur la vision défensive ou offensive des Etats dans l'équilibre des forces, montrant que la Corée du Nord aurait du mal à livrer une bataille sur son terrain sans l'aide d'alliés, au contraire de son homologue américain.

Puis, nous avons finalement abordé le concept clé et revenant aux deux points cités précédemment, celui de puissance. Ainsi, ce concept se traduit en termes d'intérêt national, autre point important dans la suite de ce travail, et de moyen de survie pour l'Etat. Nous avons pu voir les différents éléments constitutifs de la puissance et nous les avons mis en relation avec les situations des deux pays. La géographie déjà abordée favorise les USA, la population réduite de la Corée du Nord la défavorise sur le plan militaire, tout comme elle l'est face à la pandémie actuelle par suite des sanctions onusiennes et à son système de santé faible. Néanmoins, en termes de ressource naturelle, elle n'a rien à envier à son homologue. De fait, afin de pouvoir s'opposer à son adversaire, la Corée du Nord peut se promouvoir de scientifique compétent, lui permettant de combler ses lacunes dans l'armement.

L'avant-dernier concept vu est celui de souveraineté dans lequel nous avons observé que les USA possèdent les trois caractéristiques de la souveraineté être la puissance de commandement, être perpétuelle et être absolue. Alors que pour la Corée du Nord, savoir si oui ou non elle est perpétuelle, dépendra de l'héritier de Kim Jung Un et de ses préférences politiques. Il est fort probable que le pays reste tel qu'il est, peu importe le successeur, mais il pourrait se voir transformer ou changer. Au travers de la souveraineté, nous avons pu définir le type de régime de ces pays et si les USA ont un régime mondialiste, reposant sur son hégémonie, la Corée du Nord reste dans un régime de souveraineté classique.

Finalement, le dernier concept vu dans la première partie de ce travail est celui de pouvoir. Nous avons vu que le pouvoir se déterminait en fonction de la domination d'un individu sur un autre dont l'objectif est que la préférence du dominant s'impose sur celle des autres. De plus, il y a trois modes d'accès au pouvoir tel que la force, l'hérédité et l'élection, et c'est trois modes peuvent être analysés grâce à la typologie du régime mis en place. Ainsi, nous avons vu que selon la définition, la Corée du Nord est totalitaire, à l'inverse des USA qui est démocratique.

Qui dit démocratie dit élection, et pour ce qui est de la Corée du Nord, l'hérédité prévaut.

Abordons la seconde partie, la plus petite mais également centrée sur une partie importante de notre question de recherche qui est : la politique étrangère. Le principe est le même que celui du réalisme, c'est-à-dire la situation d'anarchie des relations internationales, mais également avec celui de puissance au sens d'intérêt national. Cette politique étrangère, dénommée comme instrument par Frédéric Charillon, sert à discuter avec les autres Etats pour maximiser les intérêts nationaux, et a fortiori la sécurité nationale.

De plus, cette politique étrangère a des répercussion interne mais l'effet inverse se produit également, de fait, lorsque le président Trump a subi un revers interne, cela a impacté la négociation avec son homologue nord-coréen. Pourtant, la politique étrangère est sensée être séparée de la politique intérieure selon Dario Battistella, et pourtant, nous avons pu observer l'impact que la procédure de destitution du président a eu sur ses négociations avec la Corée du Nord. Mais, Morgenthau vient nuancer ces propos en disant que le contentement des masses vient après l'intérêt national.

Ensuite, en suivant le schéma de pensée d'Allison (1999), « X a fait Y en vue d'obtenir Z », nous avons pu analyser et comprendre les agissements des deux dirigeants. Ce schéma, suivit du contrat négocié à Singapour entre les deux pays, nous conforte dans l'idée que les deux dirigeants sont des acteurs rationnels. Finalement, la dernière dimension de la politique étrangère se retrouve dans l'opinion publique, qui bien qu'Allison ne la considère pas comme importante, trouve sa place dans les travaux d'autres auteurs. Donc bien que l'homme d'Etat se doit de privilégier l'intérêt national, les médias, ayant un rôle important auprès de la population, peuvent influencer le jugement de l'homme d'Etat. Sans une base pour le soutenir, que devient le dirigeant ?

Finalement, que deviennent les hypothèses émises ? La première hypothèse, même si la Corée du Nord cherche la garantie de survie du régime, sa sécurité mais aussi de son identité en tant qu'Etat, n'est pas confirmée. Comme nous avons pu le voir, elle ne cherche qu'à discuter tout en continuant ses provocations, augmentant sa puissance et améliorant son statut dans les négociations. La seconde hypothèse est confirmée et vérifiable dans l'attitude du pays à chaque nouveau président. Nous avons pu voir deux schémas de discussions avec les prédécesseurs de Donald Trump et deux échecs. Est-ce que la troisième tentative a été un succès ? Cela dépend de la manière dont on perçoit les événements. Le président américain a conclu un contrat avec son homologue nord-coréen, il a été le premier à se trouver en Corée du Nord et cette dernière a même signé un moratoire sur le nucléaire.

Donc, ces hypothèses nous ont permis de comprendre notre question de recherche et pourquoi la politique étrangère Nord-Coréenne a-t-elle évoluée de l'élection de Donald Trump ? Tout simplement parce qu'elle cherche à assurer sa sécurité, tout comme la survie du régime actuel, dans le monde actuel, quitte à y perdre un peu de sa puissance militaire, mais également parce que comme démontrée, la Corée du Nord cherche à nouer le contact avec le président américain pour obtenir ce qu'elle désire et si celui-ci ne lui donne pas satisfaction, elle attendra le prochain.

Bibliographie :

Article scientifique :

BONDAZ A. (2017), *Corée du Nord/États-Unis : jusqu'où ira la confrontation ?*, Dans Politique étrangère 2017/4 (Hiver), pages 103 à 114, [Web] https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=PE_174_0103#

CHUN K.H. (2012), *Approches multiniveaux du dilemme de la question nucléaire en Corée du Nord et de la sécurité en Asie du Nord-Est*, dans Revue internationale de politique comparée 2012/3 (Vol.19) pages 169 à 191, [Web] <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2012-3-page-169.htm#>

COURMONT B. (2011), *Le difficile défi nord-coréen de Washington*, dans Revue internationale et stratégique 2011/1 (n°81), pages 18 à 29, [Web] <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2011-1-page-18.htm#>

JERVIS R. (1978), *COOPERATION UNDER THE SECURITY DILEMMA*, Cambridge University Press, [Web] <http://www.sfu.ca/~kawasaki/Jervis%20Cooperation.pdf>

LIEBER A. K. (2000), *Grasping the Technological Peace: The Offense-Defense Balance and International Security*, MIT presse, [Web] <https://web.stanford.edu/class/polisci211z/2.3/Lieber%20IS%202000.pdf>

MORGENTHAU H. (1948), *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, The Academy of Political Science, [Web] <http://saldanha.pbworks.com/f/Morgenthau.Politics+Among+Nations.pdf>

OSTROM C. et JOB B. (1986), « *The president and the Political Use of Force* », American Political Science Review, 80(2), p541 – p.566 [Web] <https://www.jstor.org/stable/1958273?seq=1>

NYE J. (2013), *L'équilibre des puissances au XXIe siècle*, dans GEOECONOMIE, pp19 à 29, [Web] <https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2013-2-page-19.htm>

PERON-DOISE M. (2005), *Corée du Nord : l'impossible transition*, Dans Politique étrangère 2005/4 (Hiver), pages 845 à 854, [Web] <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2005-4-page-845.htm>

VENESSON Pascal (1999), *Le dilemme de la sécurité : anciens et nouveaux usages*, Persée dans Espaces Temps. [Web] https://www.persee.fr/doc/AsPDF/espas_0339-3267_1999_num_71_1_4067.pdf

WALTZ K. (2000), *Structural Realism after the Cold War*, 2000 President and Fellows of Harvard College and the Massachusetts Institute of Technology, [Web] http://www.columbia.edu/itc/sipa/U6800/readings-sm/Waltz_Structural%20Realism.pdf

Ouvrage scientifique :

AGNEW J. (2009), *Globalization and Sovereignty*, Rowman and Littlefield, New York, (240 pages)

ALLISON G. (1999), *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, Pearson 2^{ème} édition, (432 pages).

ARON R. (2004), *Paix et guerre entre les nations*, Coll. Pérennes, Calmann-Lévy, p.17 et p.101 (832 pages).

BATTISTELLA D. (2015), *Théories des relations internationales*, 5^e édition mise à jour, SciencesPo, p123-p170 et p491-p522 (717 pages).

CHARILLON F. (2002), *Politique étrangère. Nouveaux regards.*, Coll. Références inédites, Paris, Presses de Sciences Po, p13-p29 (437 pages).

GAUBATZ K. (1999), *Elections and War: The Electoral Incentive in the Democratic Politics of War and Peace*, Standford University Press, 1^{ère} édition, (224 pages).

KISSINGER H. (1973), *Le chemin de la paix*, t.1, Denoel, p.401 (441 pages).

MORGENTHAU H (2005), *Politics Among Nations*, 7^{ème} édition, McGraw-Hill Higher education, p.4, p.5, p.159 et p.161 (752 pages).

RUSSETT B. (1990), *Controlling the Sword: The Democratic Governance of National Security*, Harvard University Press, 1^{ère} édition, (214 pages).

SCHIFFINO N. et al (2015), *Fondements de science politique*, 1^{ère} édition, De boeck, p70 (440 pages)

STRANGE S. (2011), *Le Retrait de l'Etat : La Dispersion du Pouvoir dans l'Économie*, Temps Présent, p49 (352 pages)

VAÏSSE M. (2017), *Les relations internationales depuis 1945*, 15^e édition, Armand Collin, (344 pages).

WEBER M. (1921), *Economie et société Tome I*, POCKET, Agora, (457 pages)

Notes de cours :

LIEGEOIS M. (2019), *Notes de cours : Relations Internationales II*, UCLouvain, prise de note.

RODRIGUEZ-TORRES D. (2018), *Notes de cours : Principes et pratiques de théorie politique*, UCL-Mons, 133p.

VERCAUTEREN P. (2018), *Notes de cours : Politique Internationale*, UCL-Mons, 74p.

Site internet :

A.M. (2020), *Qui est Kim-Yo-jong, la soeur de Kim Jong-un qui pourrait prendre la tête de la Corée du Nord*, (page consultée le 17/05/2020), [Web] <https://www.lalibre.be/international/asie/qui-est-kim-yo-jong-la-soeur-de-kim-jong-un-qui-pourrait-prendre-la-tete-de-la-coree-du-nord-5ea6d09ad8ad58632c7cc9e5>

ATLASOCIO.COM (2019), *Classement des Etats du monde par puissance militaire*, (page consultée le 02/12/2019), [Web] <https://atlasocio.com/classements/defense/puissance-militaire/classement-etats-par-puissance-militaire-monde.php>

BARUCH J. (2019), *Destitution de Trump : visualisez la chronologie et les personnages-clés*

pour comprendre l'affaire, (page consultée le 5 décembre 2019), [Web] https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/10/26/destitution-de-trump-visualisez-la-chronologie-et-les-personnages-cles-pour-comprendre-l-affaire_6017014_4355770.html

BEAUJEU-GARNIER J., LEFORT C., VERMEERSCH L., *ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (Le territoire et les hommes) - Géographie*, Encyclopædia Universalis [en ligne], (page consulté le 2 décembre 2019). [Web] <http://www.universalis.fr/encyclopedie/etats-unis-d-amerique-le-territoire-et-les-hommes-geographie/>

BLANCHARD O. (2017), *Corée du Nord : le fils "secret" de Kim Jong-Un a 7 ans*, (page consultée le 02/12/2019), [Web] <https://www.rtl.fr/actu/international/coree-du-nord-le-fils-secret-de-kim-jong-un-a-7-ans-7789987006>

BOURGUILLEAU A. (2013), *La longue longue histoire des deux Corées* (page consultée le 05/11/2019), [Web] <http://www.slate.fr/story/70477/coree-sud-coree-nord-histoire-divisee>

Citation du Jour (2020), *André Gide*, (page consultée le 14/05/2020), [Web] <https://citations.ouest-france.fr/citation-andre-gide/choisir-etait-renoncer-toujours-jamais-120438.html>

Cours de droit.net (2019), *Le principe de non-ingérence*, (page consultée le 05/11/2019), [Web] <http://cours-de-droit.net/independance-de-l-etat-et-principe-de-non-ingerence-a121609984/>

DOULIERY O. (2020), *Procès en destitution : Donald Trump acquitté par le Sénat*, (page consultée le 16/05/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/05/impeachment-donald-trump-sur-le-point-d-etre-acquitte_6028540_3210.html

FranceInfo (2019), *Etats-Unis : cinq questions sur la procédure de destitution contre Donald Trump après la publication du rapport des élus démocrates*, (page consultée le 03/01/2020) [Web] https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/etats-unis-cinq-questions-sur-la-procedure-de-destitution-contre-donald-trump-apres-la-publication-du-rapport-des-elus-democrates_3731667.html

GELÉZEAU V., LI J-M., *CORÉE DU NORD*, Encyclopædia Universalis [en ligne], (page consultée le 2 décembre 2019), [Web] <http://www.universalis.fr/encyclopedie/coree-du-nord/>

ISKANDAR K. (2010), *La guerre de Corée (1950-1953)* (page consultée le 05/11/2019), [Web] <https://www.histoire-pour-tous.fr/guerres/2906-la-guerre-de-coree-1950-1953.html>

J.G. avec AFP (2019), *La Corée du Nord diffuse à nouveau d'énigmatiques photos de Kim Jong Un chevauchant dans la neige*, (page consultée le 02/12/2019), [Web] <https://www.bfmtv.com/international/la-coree-du-nord-diffuse-a-nouveau-d-enigmatiques-photos-de-kim-jong-un-chevauchant-dans-la-neige-1818213.html>

KBS WORLD RADIO (2016), *Territoire et géographie*, (page consultée le 02/12/2019), [Web] <http://world.kbs.co.kr/special/northkorea/contents/archives/geography/geography.htm?lang=f>

LAROUSSE (2020), *République populaire démocratique de Corée*, (page consultée le 13/05/2020) [Web] https://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/R%C3%A9publique_populaire_d%C3%A9mocratique_de_Cor%C3%A9e/114667

La voix de la Corée (2019), (page consultée le 5 décembre 2019), [Web] <http://www.vok.rep.kp/index.php?CHANNEL=7&lang=>

Le Monde avec AFP (2019), *Corée du Nord : Kim Jong-un annonce la fin du moratoire sur les essais nucléaires et une nouvelle arme*, (page consultée le 05/01/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/31/coree-du-nord-kim-annonce-la-fin-du-moratoire-sur-les-essais-nucleaires-et-une-nouvelle-arme_6024514_3210.html

Le Monde avec AFP (2019), *Corée du Nord : réunion des dirigeants avant l'échéance d'un ultimatum lancé aux Etats-Unis*, (page consultée le 31/12/2019), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/29/coree-du-nord-reunion-des-dirigeants-avant-l-echeance-d-un-ultimatum-lance-aux-etats-unis_6024319_3210.html

Le Monde avec AFP ET Reuters (2019), *Donald Trump, premier président américain à franchir la frontière nord-coréenne après sa rencontre avec Kim Jong-un*, (page consultée le 5 décembre 2019), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/30/kim-jong-un-accepte-de-rencontrer-donald-trump-sur-la-zone-demilitarisee_5483348_3210.html

Le Monde avec Reuters (2018), *Sommet de Singapour : le texte signé par Donald Trump et Kim Jong-un*, (page consultée le 16/05/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2018/06/12/sommet-de-singapour-le-texte-signe-par-donald-trump-et-kim-jong-un_5313469_3210.html

Les Echos (2019), *La Corée du Nord aurait récolté 2 milliards de dollars via des cyberattaques*, (page consultée le 16/05/2020), [Web] <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/la-coree-du-nord-aurait-recolte-2-milliards-de-dollars-via-des-cyberattaques-1122567>

L'OBS avec AFP (2019), *Donald Trump, propos guerriers, hésitations militaires*, (page consultée le 17/05/2020), [Web] <https://www.nouvelobs.com/monde/20190621.AFP8966/donald-trump-propos-guerriers-hesitations-militaires.html>

MAXICOURS.COM (2019), *Les ressources du continent américain*, (page consultée le 02/12/2019), [Web] <https://www.maxicours.com/se/cours/les-ressources-du-continent-americain/>

MESMER P. (2020), *Corée du Nord : après trois semaines d'absence, Kim Jong-un réapparaît en public et met fin aux rumeurs sur son état de santé*, (page consultée le 17/05/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/02/reapparition-publique-de-kim-jong-un-en-coree-du-nord_6038431_3210.html

MESMER P. (2020), *Corée du Nord : l'absence prolongée de Kim Jong-un alimente les spéculations sur son état de santé*, (page consultée le 17/05/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/26/coree-du-nord-l-absence-prolongee-de-kim-jong-un-alimente-les-speculations-sur-son-etat-de-sante_6037805_3210.html

MESMER P. (2020), *En Corée du Nord, l'économie menacée par le retour des tensions*, (page consultée le 16/05/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/02/en-coree-du-nord-l-economie-menacee-par-le-retour-des-tensions_6024602_3210.html

MESMER P. (2020), *Kim Jong-un « en danger grave après une intervention chirurgicale » ? La Corée du Sud est sceptique*, (page consultée le 17/05/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/21/les-rumeurs-sur-la-sante-de-kim-jong-un-laissent-seoul-sceptique_6037297_3210.html

MESMER P. (2020), *La mystérieuse gestion de l'épidémie de coronavirus en Corée du Nord*, (page consultée le 17/05/2020), [Web]

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/23/en-coree-du-nord-la-mysterieuse-gestion-de-l-epidemie-de-coronavirus_6034142_3210.html

Nations Unies (2019), *La Charte des Nations Unies : chapitre 1*, (page consultée le 05/11/2019), [Web] <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html>

PARIS G. (2020), *La stratégie nord-coréenne de Donald Trump mise en échec*, (page consultée le 17/05/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/01/la-strategie-nord-coreenne-de-donald-trump-mise-en-echec_6024517_3210.html

Portail de l'IE (2019), *Asymétrie (conflit)*, (page consultée le 28/11/2019), [Web] <https://portail-ie.fr/resource/glossary/5/asymetrie-conflit>

PONS P. (2020), *Face au coronavirus, la Corée du Nord confrontée à la fragilité de son système de santé*, (page consultée le 16/05/2020), [Web] https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/01/31/face-au-coronavirus-la-fragilite-du-systeme-de-sante-de-la-coree-du-nord_6027987_3244.html

RTL.INFO (2019), *Raid contre un général iranien: Trump a pris les risques que ses prédécesseurs avaient évités*, (page consultée le 04/01/2020), [Web] <https://www.rtl.be/info/monde/international/raid-contre-un-general-iranien-trump-a-pris-les-risques-que-ses-predecesseurs-avaient-evites-1185692.aspx>

VALLAUD M. (2020), *Réapparition de Kim Jong-Un : La Corée du Nord "jamais ne confirme ni n'infirmes une rumeur"*, (page consultée le 16/05/2020), [Web] <https://information.tv5monde.com/info/reapparition-de-kim-jong-un-la-coree-du-nord-jamais-ne-confirme-ni-n-infirmes-une-rumeur-358905>